PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 12 octobre 2020

L'an deux mil vingt, le 12 octobre, le Conseil Municipal légalement élu et convoqué, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Patrice PHILIPPE, Maire.

Ouverture de séance : 20 heures 30

Etaient présents : Patrice PHILIPPE, Nicole LABICHE, Jean-Félix WAWRZYNIAK, Marie-Josée DUË, Stéphane ROUSÉ, Claire BAGLAN, Fabrice AUTECHAUD, Jacques VIEL, Marianne JACQUES, Christophe BILOE, Orlane MAILLARD, Gipsy LACAILLE, Noémie WEZEL, Marie-Claude SASSINE, Hubert DE LA HAYE, Maryannick DESHAYES et Thierry LECOMTE.

Pouvoir : Jean-Daniel LOMENEDE à Fabrice LAGOUANELLE

Vu que Monsieur Hubert DE LA HAYE a refusé d'être secrétaire de séance, ainsi que Madame Maryannick DESHAYES, Madame Marie-Josée DUË a été nommée secrétaire de séance.

Informations du maire :

- La mise au norme de l'électricité à l'école par l'entreprise Labbé pour un montant de 817.86€
- Les travaux de chauffage à la mairie par l'entreprise MonPlombier pour un montant de 774€ (poses de vannes thermostatiques permettant de faire des économies).
- Les abonnements du photocopieur et internet de Tostes ont été résiliés.
- Les photocopieurs de l'école (noir et blanc) et de la mairie ont été repris par la société et deux nouveaux photocopieurs couleurs ont été négociés (un pour la mairie et un pour l'école) pour le même tarif.
- Travaux de la toiture de l'église : un premier devis est arrivé, il est de 12 680 euros, il concerne le démoussage et des réparations du toit dues à des fuites.

Madame DESHAYES intervient pour prévenir qu'un artisan avait été retenu pour le démoussage par l'équipe précédente et que cela ne représentait pas une telle somme.

Monsieur PHILIPPE lui confirme qu'il s'agit bien du même artisan mais qu'aux 8000 euros de départ a été ajouté 4000 euros de réparations dues aux fuites.

La mairie attend donc les devis de deux autres artisans (pour mise en concurrence).

- Les travaux sur le véhicule communal pour sa remise en état pour un montant de 2742.63€
Monsieur LECOMTE demande quels travaux sont effectués sur le véhicule ?

Monsieur le maire lui répond transmission, distribution etc ...

Monsieur LECOMTE l'informe que la courroie de distribution avait été changée !

Monsieur le maire lui répond qu'il n'y a pas de carnet d'entretien et qu'il est difficile de le savoir.

Monsieur LECOMTE lui répond qu'il fallait lui demander, et qu'il y a toujours eu un carnet d'entretien du véhicule.

Le procès-verbal du 13 juillet 2020 est accepté par le conseil municipal et mis à la signature.

Le procès-verbal du 20 juillet est lui aussi mis à signature 15 votes pour et 4 votes contre (Marie-Claude SASSINE, Hubert DE LA HAYE, Maryannick DESHAYES et Thierry LECOMTE).

Toutefois des remarques ont été faites :

L'opposition s'accorde pour dire que le PV du 20 juillet n'a été affiché.

Lucie Raoult intervient pour confirmer qu'ils ont toujours tous été affichés comme il se doit.

Madame SASSINE, a fait lecture de certains articles de lois indiquant que le non-respect de l'affichage du Procès-verbal, qui doit-être affiché dans les 8 jours, vaut annulation des délibérations.

En l'occurrence celles prisent lors de la réunion du 20 juillet concernant le vote du budget 2020, le nombre de membres qui siège au CCAS et l'élection de ces derniers.

Il lui est répondu que le PV a bien été affiché dans les délais.

Madame DESHAYES dit que le PV n'est pas conforme, car il ne relate pas tous les débats qu'il y a eu concernant le budget, les recours par suite du manque d'affichage et le fait que ce ne soit pas exécutoire.

Monsieur WAWRZYNIAK fait remarquer à Madame DESHAYES, que ni Monsieur DE LA HAYE ni elle ont voulu être secrétaire de séance.

Monsieur le maire rappelle qu'une réponse a été apportée à chacune des remarques faites, et que pour éviter ce genre de problèmes, il propose d'enregistrer toutes les réunions de conseil municipal à venir.

1 ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL.

Monsieur PHILIPPE, Maire, expose :

L'article L 2121-8 du Code général des collectivités territoriales prévoit que l'assemblée délibérante établit son règlement intérieur dans les six mois de son installation.

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal les principales dispositions contenues dans le projet de règlement, qui retracent les modalités de fonctionnement du Conseil mais également les moyens mis à disposition des élus municipaux.

Monsieur PHILIPPE précise que ce règlement est en particulier fait pour fixer les règles d'expression de l'opposition dans les publications municipales.

Il précise qu'il aurait pû être mis en place depuis la fusion en 2017.

De 2017 à 2020 l'opposition n'a pas pu s'exprimer ce qui ne sera pas le cas sur ce mandat.

Madame DESHAYES rappelle :

Que le PV de réunion doit être affiché dans les 8 jours

Que les conseillers sont soumis à la confidentialité

Madame DESHAYES indique que les commissions n'ont aucun pouvoir de décision, que c'est inscrit dans la charte mais pas dans le règlement intérieur. Elle ajoute que le CCAS a un devoir de confidentialité.

Que les commissions ont un objectif d'intérêt général

Madame DESHAYES propose que les salles des fêtes soient un lieu de réunion pour les commissions ouvertes.

Monsieur PHILIPPE lui répond que c'est prévu mais limité à une cinquantaine de personnes.

Monsieur DE LA HAYE demande si tous les élus de l'opposition pourront y assister.

Monsieur PHILIPPE répond oui, mais cela retire à trois habitants de la commune la possibilité d'y assister.

Madame DESHAYES demande :

Que le CR de chaque réunion de commission soit envoyé aux élus

Qu'elle est la limite d'âge pour participer aux réunions de commissions ?

Monsieur PHILIPPE lui répond 18 ans et plus

Madame DESHAYES demande si un agent communal qui habiterait dans la commune pourrait faire partie des commissions, même si ce n'est pas le cas aujourd'hui ?

Monsieur PHILIPPE lui répond que oui !

Madame DESHAYE demande si l'opposition pourrait avoir une salle pour se réunir tous les 15 jours ?

Monsieur PHILIPPE lui répond que oui.

Monsieur LECOMTE se plaint auprès de la majorité de ne pas avoir laissé l'opposition s'inscrire dans une ou plusieurs commissions. Plusieurs membres de la majorité lui rappellent et lui expliquent que « toutes les commissions intra-municipales sont ouvertes à tous les conseillers » (article 12)

Monsieur LECOMTE se plaint du peu d'espace réservé à l'opposition (soit 1/20ème de l'espace total du bulletin municipal) et compare l'emplacement à un « timbre-poste ».

Monsieur ROUSÉ lui répond que, à Louviers, commune bien plus grande que la nôtre, l'opposition bénéficie d'encore bien moins d'espace.

Madame LABICHE ajoute également que les élus de la majorité du précédent mandat n'ont jamais proposé à l'opposition d'insérer un quelconque espace dans le bulletin municipal.

L'opposition d'aujourd'hui, composée de quatre élus, demande de pouvoir bénéficier d'une salle pour se réunir tous les 15 jours, et que les comptes rendus des commissions et arrêtés du maire leur soient envoyés.

Madame DUË répond que pendant six ans elle a réclamé le compte-rendu des commissions et n'en a jamais reçu un seul.

Madame DESHAYE lui dit qu'il y avait une réunion des élus tous les mercredis.

Madame DUË répond qu'aucun compte-rendu n'était réalisé pour celle-ci également.

Monsieur Lecomte lui répond que « ça c'était avant »

Monsieur le maire indique que tous les comptes rendus seront écrits et envoyés à tous les membres du conseil municipal, et mis en ligne sur le site internet de la commune.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal D'ADOPTER le règlement intérieur ?

Le règlement intérieur est adopté à **15 voix POUR 4 voix CONTRE** (Marie-Claude SASSINE, Hubert DE LA HAYE, Maryannick DESHAYES et Thierry LECOMTE) et 0 **ABSTENTION**.

Le règlement intérieur du conseil municipal est à la disposition des usagers en mairie, et sera publié sur le site internet de la commune.

2 ADOPTION DU REGLEMENT DES DEMANDES DE SUBVENTION PAR LES ASSOCIATIONS.

Monsieur PHILIPPE, Maire, expose le règlement des demandes de subvention par les associations aux élus. Le travail s'est articulé autour des conditions d'éligibilité, des critères d'attributions, des pièces à fournir pour la constitution du dossier, etc ...

Il a débouché sur le règlement présenté au Conseil Municipal.

Monsieur LECOMTE s'inquiète de la demande des relevés de compte sur les 2 dernières années, il a peur que certaines associations n'aient pas le droit à la subvention annuelle. Certaines associations sont obligées d'avoir des liquidités pour préparer les manifestations ?

Monsieur LECOMTE demande si Monsieur le maire a vu tous les dossiers des associations ?

Monsieur le maire répond oui mais il manquait des documents tels que l'épargne.

Monsieur LECOMTE dit qu'il ne veut pas parler du comité des fêtes mais s'interroge tout de même sur son devenir et sur celui de Tostes, sur la section cyclisme qui était reconnue au-delà de la commune...

Monsieur PHILIPPE, lui répond qu'une attention particulière sera portée pour chaque cas. Le but n'est pas de léser les associations mais d'y répondre au mieux.

Que les subventions seront versées courant novembre, une fois qu'elles auront été votées par le conseil municipal.

Monsieur PHILIPPE, rappelle, les subventions de fonctionnement seront données sur critères d'attributions. Les subventions exceptionnelles, après réalisations seront restituées si elles ne sont pas utilisées

Madame SASSINE s'interroge sur les « dispositions particulières ».

Monsieur le maire lui répond qu'il convient d'établir une commission d'attribution des subventions sur critères.

Madame SASSINE fait remarquer que le règlement est très évasif, qu'il peut être interprété de plusieurs façons !

Monsieur PHILIPPE lui répond qu'il est fait pour avoir une certaine souplesse.

Elle se demande alors pourquoi avoir « pondu 6 pages ».

Monsieur PHILIPPE la rassure en promettant son aide pour remplir les dossiers et que ça ne doit pas être un frein aux associations pour faire des projets.

Madame SASSINE, avant le vote ajoute : « Va falloir revoir votre copie » !

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal D'ADOPTER le règlement d'attribution des subventions ?

Le règlement d'attribution des subventions est adopté à **15 voix POUR 4 voix CONTRE** (Marie-Claude SASSINE, Hubert DE LA HAYE, Maryannick DESHAYES et Thierry LECOMTE) et 0 **ABSTENTION**.

3 DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION 15/2020 DU 13 JUILLET 2020

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux, que pour la gestion de la crise du COVID19, l'état a donné aux collectivités plus de pouvoirs. Toutefois, pour qu'il n'y ait pas de dérives, l'état impose aux conseils municipaux de fixer des limites.

Le conseil municipal charge et autorise Monsieur le Maire pour la durée de son mandat :

- 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- 2° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 3° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas six ans ;
- 4° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 5° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 6° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 7° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 8° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 9° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 10° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 11° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 12° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

13° Le maire est chargé d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle (article L. 2122-22, 16° du CGCT) ;

- saisine en demande, en défense ou intervention, y compris en référé, et représentation, devant l'ensemble des juridictions de l'ordre administratif, y compris les juridictions spécialisées, tant en première instance qu'en appel ou en cassation, dans le cadre de contentieux de l'annulation, de la responsabilité contractuelle ou non contractuelle, ou de tous autres contentieux, saisines ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la commune ;

- saisine en demande, en défense ou intervention, y compris en référé, et représentation, devant l'ensemble des juridictions de l'ordre judiciaire, qu'il s'agisse de juridictions civiles, de juridictions pénales ou de toutes autres juridictions spécialisées, tant en première instance qu'en appel ou en cassation, dans le cadre de tous contentieux, saisines ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la commune.

14° Le maire est chargé de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite, pour chaque sinistre, de 10 000 euros.

15° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

16° Le maire est chargé de réaliser les lignes de trésorerie (article L. 2122-22, 20° du CGCT) dans la limite d'un montant maximum de 20 000 euros ;

17° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

18° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

19° Le maire est chargé de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions (article L. 2122-22, 26° du CGCT) ; la délégation est donnée pour solliciter l'attribution de subventions pour le financement des seules opérations ayant fait l'objet d'une décision préalable de l'assemblée délibérante.

Suppression des points 2, 3, 15, 20, 21 de la précédente délibération.

VOTE : A L'UNANIMITE

4 INTEGRATION DU BIEN SANS MAITRE « SENTE SAINT BLAISE »

Sur le rapport de Monsieur PHILIPPE, Maire, au l'article 713 du Code Civil, de l'avis favorable de la commission communale des impôts directs du 24 octobre 2019, de l'arrêté municipal en date du 24 octobre 2019 n°62/2019 constatant que la sente Saint Blaise cadastrée section A n°491 aux conditions mentionnées au 2° de l'article L. 1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDERANT :

- Que la sente Saint Blaise cadastrée section A n°491 n'a pas de propriétaire connu,
- Que les contributions foncières s'y rapportant n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans,
- Que le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité de l'arrêté municipal du 24 octobre 2019 ci-dessus mentionné,
- Que ce bien est donc présumé sans maître,

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE LE CONSEIL MUNICIPAL

1.- décide d'incorporer la sente Saint Blaise cadastrée section A n°491, présumé sans maître, dans le domaine communal,

2.- précise que Monsieur le Maire constatera cette incorporation par arrêté.

Monsieur LECOMTE demande s'il n'y avait pas 2 biens sans maître en instance ?

Monsieur Philippe lui répond que non !

Monsieur DE LA HAYE demande quand cela prend effet ?

Madame RAOULT répond que le dossier est chez le notaire.

Monsieur LECOMTE demande si l'achat de Madame LEMAURE fait à Tostes concernant une autre affaire est effectué ?

On lui répond que ce n'est pas encore chez le notaire.

5 INSTAURATION DU RIFSEEP

Le Maire expose

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'État est transposable à la fonction publique territoriale.

Par arrêtés ministériels du 29 juin, 17 décembre, 18 décembre et 30 décembre 2015, ce nouveau régime indemnitaire s'applique aux agents relevant du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, des attachés territoriaux, des rédacteurs territoriaux, des techniciens territoriaux et des adjoints administratifs territoriaux. La prime peut être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi qu'aux agents non titulaires.

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents concernés et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- Prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes
- Susciter l'engagement des collaborateurs

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

Il se compose en deux parties :

L'indemnité tenant compte des fonctions, des sujétions et de l'expertise (IFSE) :

Le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA)

Monsieur le Maire informe les conseillers qu'il ne supprimera aucune primes déjà versées.

VU l'avis du Comité Technique en date du 13 février 2020,

Madame DESHAYES fait remarquer à Madame DUË qu'elle votait contre le RIFSEEP avant.

**Monsieur le Maire propose au Conseil municipal D'ADOPTER le RIFSEEP ?
Le conseil municipal à l'unanimité de ses membres instaure le RIFSEEP.**

6 NOMINATION DU CORRESPONDANT DEFENSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-33

Créée en 2001 par le ministère aux anciens combattants, la fonction de correspondant à la défense a vocation à développer le lien armée-nation et promouvoir l'esprit de défense.

Le rôle du correspondant défense est essentiel pour associer pleinement tous les citoyens aux questions de défense.

A l'occasion du renouvellement des conseils municipaux, le ministre de la Défense avait souhaité que ce réseau, étendu à l'ensemble des communes en France, soit maintenu et renforcé.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée qui se porte candidat :

Madame LABICHE et Monsieur DE LA HAYE se portent candidat.

Madame DESHAYES rappelle aux conseillers, que Monsieur DE LA HAYE a été le représentant de la commune pendant plusieurs années.
Monsieur LECOMTE remarque que le vote à bulletin secret n'aurait peut-être pas donné le même résultat.

Après avoir procédé au vote à main levée,

**Madame LABICHE est nommée correspondant défense avec 15 votes
et 4 pour Monsieur DE LA HAYE.**

7 CASE Désignation du membre Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de l'Agglomération Seine-Eure

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

En application des dispositions précitées, chaque commune doit nommer un membre pour siéger à ladite commission.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir, désigner ce membre.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée qui se porte candidat :

Monsieur WAWRZYNIAK et Madame DESHAYES se portent candidat.

Monsieur DE LA HAYE exprime à voix haute, que ce n'est pas la peine de voter, ce sera 15 voix pour vous et 4 pour nous !

Après avoir procédé au vote à main levée,

**Monsieur WAWRZYNIAK est nommé membre CLECT avec 15 votes
et Madame DESHAYES 4 votes.**

8 CASE DESIGNATION DU MEMBRE ELU POUR CHAQUE COMMISSION

Le Conseil Municipal selon la demande du Président de l'Agglomération Seine Eure doit inscrire un élu par commission. Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'inscrire un élu titulaire et un suppléant par commission.

Les membres du Conseil Municipal se sont positionnés et inscrits dans les différentes commissions de la Communauté d'agglomération Seine-Eure selon le tableau annexé.

Monsieur LECOMTE avoue ne pas s'être inscrit sur le tableau « illisible » et dit refuser d'aller faire « le pantin » à Louviers.

Les membres de la majorité lui répondent qu'ils ont reçu le même tableau et qu'ils l'ont complété sans souci en fonction de leur compétences et appétences pour les commissions.

POUR : 15 voix ;

ABSTENTIONS : 2 voix (Marie-Claude SASSINE, Hubert DE LA HAYE)

CONTRE : 2 voix (Maryannick DESHAYES et Thierry LECOMTE)

9 ADHESION AU GROUPEMENT D'ACHATS D'ENERGIE ELECTRIQUE COORDONNE PAR LE SIEGE

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune d'adhérer à un groupement de commandes pour la fourniture d'énergie électrique,

Considérant qu'eu égard à sa dimension départementale et son domaine de compétence, le SIEGE entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents et d'autres acheteurs publics concernés,

Le principe est d'adhérer au groupement d'achat et de se retirer quand on le désire.

Nous avons une année de transition pour mettre en concurrence les différents fournisseurs d'électricité.

Madame DESHAYES affirme que le SIEGE est le moins cher mais pas le plus écologiste.

Monsieur DE LA HAYE demande si Monsieur PHILIPPE est le référent et s'il connaît le nom du président ?

Monsieur PHILIPPE lui répond qu'il est bien le référent au SIEGE et Monsieur Hubert XAVIER en est le président.

Le conseil municipal :

Décide d'adhérer au groupement d'achats pour la fourniture d'énergie électrique coordonné par le SIEGE pour les besoins de la collectivité, selon les possibilités fixées à l'article 2 de l'acte constitutif du groupement, pour ce qui concerne :

- Les contrats relatifs aux sites ayant une puissance souscrite de plus de 36 kVA ;
- Les contrats relatifs aux installations et sites ayant une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA ;
- Les contrats relatifs aux installations d'éclairage public.

Approuve l'acte constitutif du groupement de commandes pour la fourniture d'énergie électrique coordonné par le SIEGE et figurant en annexe à la présente,

Autorise Monsieur PHILIPPE, maire à signer l'acte constitutif annexé à la présente et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

VOTE : A L'UNANIMITE

Après une interruption de séance pour donner la parole au public, la séance est levée à 22 heures 25

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits.

Patrice PHILIPPE, maire	Nicole LABICHE 1 ^{ère} adjointe au maire	Jean-Félix WAWZRYNIAK 2 nd adjoint au maire
Marie-Josée DUË 3 ^{ème} adjointe au maire	Stéphane ROUSE 4 ^{ème} adjoint au maire	Claire BAGLAN 5 ^{ème} adjointe au maire
Fabrice AUTECHAUD maire délégué de TOSTES	Jacques VIEL	Marianne JACQUES
Fabrice LAGOUANELLE	Christophe BILOE	Orlane MAILLARD
Gipsy LACAÏLLE	Jean-Daniel LOMENEDE (Absent)	Noémie WEZEL

Marie-Claude SASSINE	Hubert de la HAYE	Maryannick DESHAYES
Thierry LECOMTE		